



## JEUDI 8 OCTOBRE 2015 : TOUS ENSEMBLE MANIFESTONS À BORDEAUX POUR LE PROGRÈS SOCIAL !

Durant toute cette année, les salarié-es, les chômeurs-euses, les étudiant-es, les lycéen-nes et les retraité-es se sont mobilisé-es pour leurs droits.

A plusieurs reprises, dans les secteurs professionnels, les écoles, les établissements et au plan interprofessionnel ils ont exprimé leurs attentes, leur exaspération grandissante face à une situation économique et sociale qui ne cesse de se dégrader et pour exiger une autre répartition des richesses qu'ils produisent.

Ces derniers mois, des mobilisations, souvent unitaires, ont été menées par les salarié-es, les jeunes et les retraité-es, exigeant leur juste dû, autour de luttes sur les salaires, les pensions, le financement du service public d'éducation assurant la réussite de tous et une protection sociale qui garantit un droit à l'autonomie pour tous les jeunes.

Des actions se sont développées pour exiger de travailler mieux et moins, d'améliorer les conditions de travail et de réduire la durée du temps de travail, contre les licenciements, pour exiger aussi la pérennisation et la conquête de nouveaux droits (retraites, protection sociale pour tous, jeunes, salarié-es et retraité-es, garanties collectives), le

développement des services publics notamment de l'éducation pour élever le niveau de qualifications des travailleurs de demain en ne laissant personne sur le côté et la relance industrielle.

Cédant aux pressions des puissances financières, au MEDEF, aux injonctions de Bruxelles, le gouvernement déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité.

Accompagnées par une bataille idéologique inédite, des politiques pour l'emploi se traduisent trop souvent par des mesures de régression sociale qui vont impacter toutes et tous.

Dans un contexte où les inégalités se creusent, où la précarité se développe, où la confiance en la possibilité de changer le cours des choses s'amenuise, où les forces réactionnaires progressent, les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires, avec les organisations de la jeunesse UNEF et UNL réaffirment leur volonté de contribuer au renforcement des mobilisations et à leurs convergences, **pour en finir avec l'austérité dont les jeunes sont les premières victimes.**

### LE GOUVERNEMENT LACHE SA JEUNESSE ET FAIT L'IMPASSE SUR L'AVENIR !

Une fois encore, seules les familles plus aisées s'en sortiront; les plus en difficulté sont sacrifiés sur l'autel de la rentabilité.

Nos classes sont surchargées et le gouvernement ne respecte pas sa promesse de créer 60 000 postes d'enseignants. Les conséquences sont lourdes: les classes dépassent désormais les 35 voire les 40 élèves dans certains lycées déjà mal dotés. Les

lycéens sont trop peu accompagnés concernant leur orientation: mal informés mal préparés, mis en concurrence, ils se retrouvent livrés à eux même sans repères ni débouchés; **ce sont 7500 lycéens (inscrits à l'admission post Bac) qui à la rentrée 2015 n'ont eu accès à aucune place à l'université.**

Un même abandon que l'on retrouve dans le domaine de la santé et de l'accompagnement

social : pénurie d'assistants sociaux, baisse des fonds sociaux, insuffisance des bourses, en particulier en lycées professionnels mal dotés.

La situation, pour les étudiants inscrits à l'Université, est intolérable. Il y a 65 000 étudiants en plus par rapport à l'an dernier et cette augmentation n'a pas été suivie de moyens supplémentaires ni pour le budget de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, ni pour les bourses du CROUS.

Se conjuguent à cela des inégalités sociales, encore trop peu d'étudiants ont accès aux aides du CROUS

(1 étudiants sur 4) et ces aides sont trop basses (la plus élevée est de 550€ soit en dessous du seuil de pauvreté), par conséquent beaucoup d'étudiants sont obligés de se salarier à côté de leurs études ce qui est facteur d'inégalité et d'échec.

François Hollande souhaite que 60% d'une classe d'âge ait accès aux études (contre 44% actuellement) mais pour cela il faut davantage de moyens financiers, humains et pédagogiques. Nous interpellons le gouvernement sur la gravité de la situation, et maintenant nous attendons des actes !

## **AMPLIFIONS LA MOBILISATION AUTOUR D'UNE PLATE FORME REVENDICATIVE COMMUNE :**

- ⇒ Augmenter les salaires, les retraites, les pensions, les minima sociaux et le point d'indice des fonctionnaires ;
- ⇒ Promouvoir l'égalité salariale femmes/hommes ;
- ⇒ Améliorer les conditions de travail et réduire le temps de travail pour créer des emplois, combattre et réduire le chômage ;
- ⇒ Pérenniser et améliorer les garanties collectives ;
- ⇒ Pérenniser et améliorer la protection sociale, les retraites complémentaires, pour garantir les droits, à la santé et à la retraite ;
- ⇒ Développer les investissements pour relancer l'activité économique en tenant compte des impératifs écologiques
- ⇒ Conforter et promouvoir les services publics ;
- ⇒ Exiger plus de démocratie sociale et syndicale et renforcer le Code du Travail ;
- ⇒ Augmenter les bourses et l'ARS (allocation de rentrée scolaire)
- ⇒ Mettre en place d'un module hebdomadaire « Orientation » sur trois ans pour être accompagné dans la construction de l'orientation post-bac
- ⇒ limiter les effectifs à 25 élèves par classe en filière générale, 20 en technologique et 15 en professionnelle.
- ⇒ Augmenter les bourses étudiantes de 10% et accorder des bourses à 100 000 étudiants de plus.
- ⇒ Ouvrir le droit au RSA pour les moins de 25 ans
- ⇒ Augmenter de manière significative le budget de l'enseignement supérieur pour permettre la réussite de tous

### ***Amplifions la mobilisation :***

***L'intersyndicale appelle à participer à la manifestation et à la grève dans tous les secteurs où elle aura été décidée collectivement***

**Rassemblement et manifestation  
JEUDI 8 OCTOBRE À 11 HEURES  
À Bordeaux place de la République**